

Mémoire présenté à l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) dans le cadre
de la consultation publique relative au projet Le Bourbon

Développer harmonieusement le quartier en favorisant l'inclusion et le mieux vivre ensemble :
Analyse du projet Le Bourbon

Présenté par Christian Tanguay et Meryem Benslimane
Centre communautaire LGBTQ+ de Montréal (CCGLM)

Mars 2017

LES AUTEUR.E.S DU MÉMOIRE

Christian Tanguay œuvre dans la communauté LGBTQ+ de Montréal depuis 2004. Diplômé en gestion à *HEC Montréal*, il s'est d'abord impliqué de manière dévouée au sein d'organisations œuvrant auprès de la jeunesse. Son implication l'a amené à s'impliquer dans la cause des minorités sexuelles, notamment au sein du *Conseil Québécois LGBT*, du *Regroupement d'entraide à la jeunesse allosexuelle du Québec* (REJAQ) et d'*AlterHéros*. Croyant au pouvoir transformationnel de la formation continue, il a poursuivi ses études dans les domaines de la gestion philanthropique et de l'enseignement. Depuis, il est candidat à la maîtrise en enseignement spécialisé en andragogie. Son expérience bénévole et sa formation générale en font un candidat parfait au poste de directeur général. Christian a donc rejoint le CC LGBTQ+ à l'été 2014. Ses projets de modernisation du Centre et son dévouement pour la cause LGBTQ+ permettront au CC LGBTQ+ et à sa Bibliothèque d'augmenter leur potentiel de soutien et de développement de la communauté.



Christian Tanguay,
Directeur général

Meryem Benslimane a fait ses premiers pas dans le milieu communautaire au sein de *Jeunesse Lambda* en 2006. Diplômée en relations internationales (science politique) et finissant présentement une maîtrise en études internationales à l'Université de Montréal, en parallèle d'un certificat en droit, Meryem s'intéresse aux droits de la personne, plus spécifiquement le droit des femmes et les droits des personnes LGBTQ+ (migrant(e)s et réfugiés), ainsi qu'au droit de l'eau. Elle s'implique depuis 2016 au sein d'AGIR, organisation à but non lucratif montréalaise qui vient en aide aux migrants et réfugiés LGBTQ+. Meryem a également co-fondé le comité *Diversité, Genres et Sexualités*, 1^{er} comité LGBTQ+ officiel de l'histoire du *Forum Social Mondial*. Elle occupe le poste de coordonnatrice des services aux individus et à la collectivité du CC LGBTQ+ depuis octobre 2016.



Meryem Benslimane,
Coordonnatrice des
services aux individus et à
la collectivité

Nous reconnaissons que nous nous rassemblons ici sur le territoire des Kanien'kehá:ka (Mohawks)

PRÉSENTATION DE L'ORGANISATION

Le *Centre communautaire LGBTQ+ de Montréal* (CCGLM) est un oeuvre de bienfaisance fondée le 17 août 1988. Le CCGLM agit pour améliorer la condition des membres des communautés LGBTQ+ en favorisant la concertation et en suscitant la prise en charge du développement communautaire et social par les individus et les organismes. Concrètement, le Centre communautaire a pour but d'offrir aux communautés LGBTQ+ de Montréal un lieu commun où se regroupent des organismes et des individus intéressés à améliorer le vécu des personnes LGBTQ+ par le biais de l'éducation, l'information et la recherche.

Nous visons le développement de la qualité de vie des gens de notre communauté en fournissant les outils nécessaires à la réalisation de ces buts (formation de comités d'étude, de recherche, d'accueil et d'information) ainsi qu'un espace sécuritaire pour toutes et tous, avec la *Bibliothèque à livres ouverts* (BALO), seul centre de documentation spécialisé dans les questions reliées à la diversité sexuelle et de genre au Québec et l'un des plus importants de la francophonie et dans le monde, avec plus de 20'000 documents (romans, essais, recueils de poésie, bandes dessinées, périodiques, livres académiques, films, documentaires, littérature jeunesse) touchant de près ou de loin aux réalités de notre communauté et accessibles à toutes et tous. Le *Centre Communautaire LGBTQ+ de Montréal* organise également des activités inclusives de toutes et tous (projections de films/documentaires, discussions, cercles de lecture, ateliers de cuisine, quiz musicaux, visite de musées, etc.). Le Centre communautaire a également mis sur pied un *Centre d'informations juridiques*, composé d'étudiants en droit du Réseau Pro Bono de l'Université McGill et de l'Université de Montréal, chapeautés par des avocats.

Nous valorisons :

Le respect - Nous offrons un environnement où la diversité est reconnue comme étant une force et où toute personne est traitée avec dignité. *L'excellence* - Nous nous vouons à offrir des programmes et des services de très haute qualité et nous nous entourons d'employés et de bénévoles qui ont la passion d'aider leur prochain. *L'inclusion* - Nous croyons à la diversité des perspectives et dans la représentation de l'ensemble des voix de nos communautés. *L'innovation* - Nous soutenons le développement d'approches novatrices afin de répondre aux besoins de nos communautés. *L'intégrité* - Nous travaillons de concert à l'avancement de la mission du centre tout en honorant et en reflétant ses valeurs dans l'ensemble des actions entreprises.



La *Bibliothèque à livres ouverts* est la récipiendaire 2017 du prix *Newlen-Symons Award for Excellence in Serving the GLBT Community* de l'*American Library Association* (ALA).

Le *Centre communautaire LGBTQ+ de Montréal* a été finaliste en 2016 dans la catégorie relève pour le prix diversité en gouvernance de *Concertation Montréal* et du *Forum jeunesse de l'île de Montréal*.

TERMINOLOGIE

Gentrification ou embourgeoisement urbain : Un phénomène urbain par lequel des personnes plus aisées s'approprient un espace initialement occupé par des habitants ou usagers moins favorisés, transformant ainsi le profil économique et social du quartier au profit exclusif d'une couche sociale supérieure.

Intersectionnalité : Cette approche proposée par la sociologue féministe Kimberley Crenshaw permet d'aborder les problématiques rencontrées par les populations discriminées de manière globale, en prenant compte des différentes catégories de la diversité. Parmi ces catégories on peut citer le sexe, l'orientation sexuelle, la classe sociale, l'origine ethnique, le lieu de résidence (ville ou région), l'âge, etc. Chacune de ces catégories, prises séparément, peut offrir des privilèges ou bien des discriminations à leurs membres. Cependant, prises ensemble, elles permettent de mieux appréhender les discriminations systémiques multiples, ainsi que de comprendre l'identité comme l'addition de catégories multiples.

Privilège : La notion de privilège se déploie dans un contexte postcolonial qui se repose sur une dichotomie oppresseur/oppresé.e, un déséquilibre qui est essentiel dû au maintien des privilèges d'un nombre limité de personnes. Le privilège se manifeste de manière intersectionnelle, c'est-à-dire qu'en fonction de son genre, sa sexualité, sa nationalité, sa classe sociale, etc., un individu accumule ou non un certain nombre de privilèges. Pour une personne privilégiée, les codes et les outils de la société paraissent naturels.

Pinkwashing ou rainbow-washing : Technique de communication et marketing fondé sur la promotion de l'homosexualité et des droits LGBTQ+ par une entreprise ou entité politique à des fins lucratives et d'image, et ce, même si cette entreprise ne produit pas de biens ou de services conçus expressément pour les communautés LGBTQ+ (Encarnación, 2016). Au niveau politique, le pinkwashing se traduit par des jugements sur des pays se basant sur le clivage «gay-friendly ou non».

Tiers espace (*third space theory*) : Ce concept fait référence aux environnements sociaux qui se distinguent des deux principaux que sont la maison et le travail. Ces places sont importantes pour la vie citoyenne, la participation démocratique, l'engagement civique et instaurent un sentiment d'appartenance. Ces espaces peuvent prendre la forme de milieux communautaires (organismes communautaires, bibliothèques, musées, centres culturels, théâtres, etc.) ou d'espaces publics (place publique, parcs, berges, etc.). Ces lieux représentent des sanctuaires qui jouent un rôle incontestable sur le mieux-être et les mécanismes d'autorégulation des différentes populations (G. Anzaldúa; B. Hooks).

Hétérosexisme : Affirmation de l'hétérosexualité comme norme sociale ou comme étant supérieure aux autres orientations sexuelles; pratiques sociales qui occultent la diversité des orientations et des identités sexuelles dans les représentations courantes, dans les relations et les institutions sociales, entre autres en tenant pour acquis que tout le monde est hétérosexuel.

Homophobie : Toutes les attitudes négatives pouvant mener au rejet et à la discrimination, directe et indirecte, envers les gais, les lesbiennes, les personnes bisexuelles, transsexuelles et transgenres, ou à l'égard de toute personne dont l'apparence ou le comportement ne se conforme pas aux stéréotypes de la masculinité ou de la féminité.

Minorités sexuelles : Expression qui inclut les lesbiennes, les gais, les personnes bisexuelles, transsexuelles et transgenres.

MÉTHODOLOGIE

Notre évaluation des besoins en matière d'espace physique se base à la fois sur notre expérience personnelle en près de 30 ans d'existence et les recommandations et les expériences des centres communautaires américains, *CenterLink - The Community of LGBT Centers*. Présentement, il n'existe pas de données empiriques compilées du secteur canadien LGBTQ+, d'où notre recours aux données américaines.

Le contexte canadien étant très différent sur de nombreux points comparativement au contexte américain (taille du bassin de population, soutien philanthropique des fondations, le standard de don des donateurs individuels, niveau d'engagement des administrations publiques locales et niveau d'implication des différents paliers gouvernementaux (état/provincial ou fédéral)), ces données empiriques américaines doivent être analysées avec prudence. C'est pourquoi, lorsque c'est possible, nous nous assurons d'utiliser des données ou exemples d'expériences canadiennes, soit celle du Centre communautaire LGBTQ+ de Vancouver, *QMUNITY BC's Queer Resource Centre Society*, ou celle du Centre de Winnipeg, *Rainbow Resource Centre*.

Actuellement, Montréal, une grande métropole canadienne, accuse un grand retard en matière de services auprès des communautés LGBTQ+ en terme d'espace, d'activités communautaires dans un milieu inclusif des genres et des orientations, et de services sociaux pleinement pensés et réfléchis pour répondre à une clientèle vivant une ou plusieurs formes d'exclusion sociale. Ce retard se manifeste également en matière de capacité à accéder à des ressources financières en soutien à la mission globale et à l'investissement stratégique (que ces dernières proviennent des secteurs public, privé ou philanthropique/mécénat) pour les organisations LGBTQ+ afin qu'elles puissent couvrir les coûts d'occupation et réaliser leur mission.

I) BESOINS EN TERME D'ESPACE PHYSIQUE

A) Besoins pour le centre communautaire LGBTQ+

Le Centre communautaire est présentement hébergé dans un ancien bâtiment patrimonial de la ville de Montréal, avec de nombreux escaliers sur 3 étages, sans ascenseur ni rampe d'accès, ce qui rend son accessibilité difficile pour les personnes handicapées ou les personnes à mobilité réduite. De plus, l'espace actuel est insuffisant pour répondre aux besoins des communautés LGBTQ+ de Montréal. Il faut savoir en effet que le Centre communautaire héberge également dans ses locaux la *Bibliothèque à livres ouverts* (BALO), la plus grande bibliothèque spécialisée dans les questions LGBTQ+ du Québec et l'une des plus importantes de la francophonie et dans le monde, avec plus de 20 000 documents (romans, essais, recueils de poésie, bandes dessinées, périodiques, livres académiques, films, documentaires et littérature jeunesse) touchant de près ou de loin aux réalités des communautés LGBTQ+. La BALO s'est également dotée d'espaces de travail informatisés pour les usagers de la bibliothèque et du centre, ainsi que d'espaces de travail (dont un bureau dédié au Centre d'informations juridiques) et lecture. Le Centre possède aussi deux salles multiservices qu'il loue aux groupes et utilise pour ses activités gratuites destinées aux communautés LGBTQ+. Aux étages, des bureaux sont loués à des groupes communautaires LGBTQ+ à prix modiques par la ville de Montréal. L'espace total est néanmoins gravement insuffisant et inadapté pour combler les besoins actuels et futurs, que ce soit pour la bibliothèque et le centre de documentation, les salles multiservices ou les groupes communautaires (plusieurs organismes sont sans bureaux et sur liste d'attente depuis des années faute de place et de moyen, et il est très difficile de trouver des bureaux communautaires à loyers modiques que ce soit auprès de la ville de Montréal ou d'autres fournisseurs).

Les besoins en matière d'espace physique du Centre sont donc clairs : nous avons besoin d'être hébergés dans un lieu accessible aux personnes à mobilité réduite ; d'un espace accueillant pour intervenir auprès des utilisateurs de services ; d'espaces de bureaux fermés pour les comités de travail et groupes communautaires ; d'un espace d'accès à des postes informatiques pour les usagers de la bibliothèque et du centre ; d'un plus grand nombre de salles multiservices pour l'ensemble des groupes communautaire LGBTQ+ de Montréal ; d'un espace vraiment adapté pour le centre documentaire.

Après consultation auprès de *CenterLink LGBT*, il apparaît que la superficie nécessaire pour répondre aux besoins des communautés LGBTQ+ de Montréal de façon efficace et optimale, et favoriser leur bien-être est de 12 000 pi² pour un établissement de taille moyenne. Présentement, la superficie du Centre est de 3807.75 pi², ce qui est bien en deçà des besoins minimaux requis du Centre communautaire LGBTQ+, le seul du genre à Montréal. Sans cet espace physique minimal, il devient très difficile de combler les besoins grandissants d'une communauté déjà fortement marginalisée et pour qui le *Centre communautaire LGBTQ+ de Montréal* constitue l'un des très rares espaces sécuritaires et inclusifs de toutes et tous.

B) Besoins pour les organismes communautaires desservant les communautés LGBTQ+ de Montréal

Comme nous l'avons mentionné, Montréal accuse un retard très important sur le plan des infrastructures et des services dédiés aux communautés LGBTQ+, que ce soit sur le plan de l'espace, de l'inclusivité, des activités, des services sociaux et médicaux, du financement et du soutien des organismes communautaires LGBTQ+. Ces derniers souffrent en effet d'un grave manque de soutien logistique, matériel et humain de la part des différents paliers gouvernementaux (municipal, provincial et fédéral), se retrouvent obligés d'être constamment en mode de « survie » ce qui complique leur tâche de fournir des services inclusifs et sécuritaires pour les communautés LGBTQ+ de Montréal. Une grande partie de ces organismes communautaires LGBTQ+ ne possèdent pas de bureaux faute de moyens financiers (loyers commerciaux à prix exorbitant que cela soit dans le Village ou ailleurs) et d'espace physique disponible (les espaces de bureaux à prix modiques de la ville de Montréal sont insuffisants pour répondre à la demande actuelle et future des groupes communautaires).

Si un complexe était construit demain exclusivement pour les organismes communautaires LGBTQ+, regroupant tous ces derniers sous un même toit, cela permettrait d'améliorer la coopération entre les différents organismes, améliorant par là l'offre de services pour les communautés LGBTQ+, redynamiserait le milieu LGBTQ+ et favoriserait l'innovation sociale, en plus d'assurer l'espace physique nécessaire minimal requis pour que les groupes communautaires puissent remplir leur mission et améliorer le bien-être des communautés LGBTQ+.

II) ANALYSE DU PROJET

A) Cadre de référence décisionnel et gestion du risque

Avant de prendre toute décision concernant le projet, il convient d'analyser le cadre de référence décisionnel ainsi que le processus de gestion de l'analyse du risque. Présentement, le secteur communautaire LGBTQ+ canadien et nord-américain en général souffre d'un état de sous-financement chronique, ce qui affecte lourdement le travail des organismes oeuvrant auprès des communautés LGBTQ+ de Montréal. Selon le *2014 Tracking report*¹ de *Funders for LGBTQ Issues*, le soutien des fonds publics et privés destinés directement au secteur LGBT aux États-Unis représente seulement 0.28\$ pour chaque

¹ Funders for LGBTQ Issues. (2014). *2014 Tracking Report : Lesbian, Gay, Bisexual, Transgender and Queer Grantmaking by U.S. Foundations*. New York, NY : Funders for LGBTQ Issues. [Online] [Complet rapport](#) and [Infographic](#).

tranche de 100\$ versée au secteur communautaire global. Ce manque de soutien se manifeste y compris au sein des communautés LGBTQ+ elles-mêmes. En effet, parmi les personnes LGBTQ+ ayant fait un don de charité en 2015, seuls 4% d'entre elles avaient soutenu une cause LGBTQ+.

Par ailleurs, il est important de mentionner ici les lourds coûts d'occupation quand vient le temps pour les organismes communautaires et les centres communautaires LGBTQ+ de louer des locaux à Montréal. La situation diffère grandement à travers le Canada. Le *QMUNITY BC's Queer Resource Centre Society*, situé dans des locaux (neufs) appartenant à la ville de Vancouver, paie un loyer symbolique de 1\$ par mois à la ville pour un espace de 10 000 pieds carrés. Comparativement, le *Rainbow Resource Centre* de Winnipeg paie un loyer de 7700\$/mois pour un espace de 6000 pieds carrés, appartenant au locateur Rocha Properties Inc. Sur une année complète, c'est donc presque 100 000\$ qui sont alloués exclusivement au loyer du centre, somme qui représente quasiment le budget annuel total du Centre communautaire LGBTQ+ de Montréal. Sans un soutien de la Ville pour un loyer abordable, le Centre communautaire LGBTQ+ ainsi que les organismes communautaires LGBTQ+ de Montréal se retrouvent complètement bloqués et dans l'impossibilité d'assurer les besoins de base des communautés desservies à Montréal.

Propriété des lieux et impacts

Dans le cas d'un Centre qui est locataire des lieux : La spirale inflationniste des prix du marché immobilier, combinée avec le régime d'impôt foncier montréalais, a fortement contribué à l'augmentation du coût des loyers commerciaux. Lorsqu'un organisme communautaire montréalais contracte un bail, il se voit obligé d'assumer les taxes foncières à même le tarif de son loyer. La ville offre une certaine forme de mécanisme compensateur dans ce cas de figure, cependant, force est de constater que le montant plafond n'a pas suivi l'inflation des prix du marché locatif de l'arrondissement, et encore moins celui de l'artère Sainte-Catherine.

Dans le cas d'un Centre qui est propriétaire des lieux : Le *Centre communautaire LGBTQ+ de Montréal* assure des fonctions régaliennes², qui auraient dû donc être assumées par l'État, sans le financement et les moyens appropriés pour mener à bien ces fonctions. En effet, comme cela a été mentionné, le secteur LGBTQ+ communautaire souffre d'une grave situation de sous-financement chronique, tant au niveau des fonds publics (municipaux, provinciaux et fédéraux) que des fonds privés (fondations publiques et privées, dons philanthropiques et mécénat). Dans le contexte actuel, il est donc économiquement et logiquement impossible de faire porter pareil fardeau financier (que le *Centre communautaire LGBTQ+ de Montréal* devienne propriétaire de ses locaux). L'histoire des tentatives passées (*Fondation Mario-Racine*) en est le témoin malheureux.

Stabilité de l'adresse et d'occupation des lieux

La réputation du locateur est vitale. À l'heure actuelle, il n'y a aucun organisme public qui régule le terme et les conditions de renouvellement d'un bail commercial. L'organisation locataire est donc à la merci du propriétaire qui, au moment du renouvellement, peut décider d'imposer un terme plus long, d'augmenter de façon significative le tarif du loyer ou d'imposer de nouvelles conditions même si ceux-ci peuvent aller à l'encontre des intérêts du locataire communautaire, sans que ce dernier puisse faire quoi que ce soit.

Le désengagement et le retrait progressif de la ville de Montréal en matière d'offre d'espace locatif pour le secteur communautaire (bien qu'elle soit une administration publique de proximité) accentuent d'autant plus le problème et nuit gravement à la capacité des organismes communautaires à répondre aux besoins des communautés qu'ils desservent sur son territoire. La situation est particulièrement critique pour les

² Les missions régaliennes sont des responsabilités qui incombent en temps normal à l'État. Parmi ces obligations, on peut citer celle de faire des voies publiques, construire des ponts, d'assurer l'accès à l'eau potable pour toutes et tous, l'éducation des enfants, les soins de santé, etc.

organismes LGBTQ+, qui souffrent comme on l'a dit d'un sous-financement chronique et d'absence de donateurs majeurs, dans un contexte de discrimination systémique.

B) Positionnement du Centre Communautaire LGBTQ+ de Montréal par rapport au projet

Bien que l'idée d'installer un Centre communautaire LGBTQ+ au cœur du village gai dans une tour soit bonne a priori, cette offre s'est présentée dans un contexte qui outrepassse le règlement de zonage municipal. Au cœur de l'équation, les impératifs de rentabilité économique de l'immeuble ne peuvent être mis de côté puisque le projet s'inscrit dans un système de logique marchande.

Nous comprenons par conséquent que les représentants de la ville de Montréal ne soient pas enthousiasmés à l'idée de soutenir économiquement un organisme communautaire qui, par le paiement de son loyer, enrichirait indirectement un propriétaire privé cherchant à louer ses locaux dans une logique lucrative.

Nous nous retrouvons donc personnellement face à un dilemme. D'un côté, le promoteur désire obtenir une dérogation au zonage en présentant la possibilité d'abriter le *Centre communautaire LGBTQ+ de Montréal* dans ses murs, et de l'autre, la ville se doit de veiller à un développement harmonieux de son territoire tout en répondant aux besoins du milieu concerné et des communautés naturelles qui y résident.

Le *Centre communautaire LGBTQ+ de Montréal* demeure soucieux d'offrir des services de qualité à l'ensemble des communautés LGBTQ+ de Montréal, et ce, peu importe leur genre, leur identité, leur orientation sexuelle, leur origine ethnique ou leur situation économique. L'acceptabilité sociale est pour nous un facteur clé tout autant que le devoir de mémoire et la préservation du patrimoine culturel montréalais, qu'il soit architectural ou artistique.

Pour ce qui concerne le positionnement géographique, si le Centre communautaire LGBTQ+ désire être dans le périmètre du *Village gai*, une adresse située directement sur la rue Ste-Catherine n'est toutefois pas une nécessité absolue. Une adresse à proximité de la rue Sainte-Catherine, sur une rue transversale, pourrait s'avérer tout aussi adéquate tout en diminuant considérablement le fardeau financier du coût d'occupation. Si la proposition du promoteur semble à première vue attrayante, elle ne constitue que l'une des multiples possibilités qui pourraient s'offrir à nous, et non une finalité en soi.

Suivant une offre pour le 1er étage du bâtiment (suivie d'une contre-proposition de notre part qui a été rejetée), nous avons préféré nous dissocier du projet.

Les éléments clés qui nous ont conduits vers ce choix sont les suivants:

- Les coûts liés à l'installation et l'aménagement du premier étage (murs de division et de cloison, revêtements de planchers, décoration et aménagement de l'espace, etc.) dans un bail possiblement net, net, net;
- L'absence de partenariat et de soutien financier de la part des différents paliers gouvernementaux (municipal, provincial et fédéral);
- Le fait que le *Centre communautaire LGBTQ+ de Montréal* aurait pu être instrumentalisé pour l'obtention d'une dérogation de zonage sans que cette dérogation ne fasse l'objet d'une compensation juste, équitable et durable;
- L'incertitude entourant le projet, avec le fait qu'il s'agissait d'un premier chantier pour le promoteur et que nous ne pouvions prévoir l'issue du projet: est-ce que la dérogation serait accordée? Est-ce que le propriétaire, une fois le chantier terminé et l'ensemble des logements loués, mettra l'immeuble en vente pour réaliser son gain en capital après le changement de zonage (soit le risque d'une posture de spéculateur immobilier à court terme)?

III) CONSTATS GÉNÉRAUX, PISTES DE RÉFLEXION ET RECOMMANDATIONS FUTURES

Au vu de tous les points mentionnés précédemment et de l'incertitude entourant ce projet, le Centre a préféré s'en dissocier. Il n'en demeure pas moins que celui-ci met en lumière les besoins essentiels et primordiaux du *Centre communautaire LGBTQ+ de Montréal* et des groupes communautaires LGBTQ+ montréalais en matière d'espace physique, et l'importance d'avoir des espaces sécuritaires et inclusifs de toutes et tous pour les communautés LGBTQ+ à Montréal. C'est dans cette optique que nous souhaitons faire les recommandations futures suivantes :

- Que le caractère historique du village gai soit reconnu par le *Ministère de la Culture et des Communications du Québec* et l'administration publique de la ville de Montréal, tout en mettant en valeur le caractère historique et le patrimoine architectural du Faubourg, comme cela a été le cas aux États-Unis avec le *Stonewall Inn* à New York (lieu d'une importance capitale pour l'avancée des droits LGBTQ+ en Amérique du Nord), nommé l'année dernière monument national par le président Obama³;
- Que des investissements structurants soient planifiés sur les zones à proximité des rues Sainte-Catherine et Amherst afin de faciliter l'émergence d'établissements culturels et communautaires LGBTQ+ dans le but de favoriser une mixité du type d'établissements dans le Village;
- Que la planification urbaine soit révisée afin de s'assurer de préserver le patrimoine architectural et que les nouvelles constructions s'harmonisent avec l'ensemble. Il est primordial de s'assurer que la réglementation fasse le juste équilibre entre la rentabilité économique, la préservation du patrimoine et la qualité de vie de l'ensemble des résidents du quartier. À l'heure actuelle, il y a beaucoup trop de locaux laissés vacants, de bâtiments qui tombent en ruine à cause de la négligence, ainsi qu'une multiplication des bars dans le Village;
- Que la planification du développement urbain du village soit la plus inclusive possible des enjeux liés au genre, à l'identité, à l'orientation sexuelle, à l'interculturalisme et au statut socio-économique; l'objectif ici étant de favoriser le mieux vivre ensemble et la préservation du caractère inclusif des communautés naturelles du quartier;
- Réfléchir à une solution viable et durable à la surenchère des valeurs immobilières et du prix des loyers commerciaux qui rend impossible l'établissement de tiers espaces sur la rue Sainte-Catherine. Sans une réponse rapide à ce problème, c'est tout le pouvoir d'attraction du village et son attrait touristique qui se retrouvent gravement menacés.

* * *

³ Eilperin, J. (2016, July). In N.Y., *White House poised to create first monument to gay rights struggle*, *Washington Post*. [Online]. https://www.washingtonpost.com/politics/white-house-poised-to-create-first-monument-to-gay-rights/2016/05/03/0811810e-1154-11e6-93ae-50921721165d_story.html (Page consultée le 5 mars 2017).